

# LA RÉPUBLIQUE?...

*Pensiero e Volontà* - 16 octobre 1925

-----

Puisque nous ne pouvons pas parler du présent, parlons donc de l'avenir.

Avenir proche ou lointain? Qui peut le savoir! Les fascistes disent qu'ils resteront encore 57 ans au pouvoir; qu'ils se l'imaginent et qu'ils le veulent, nous n'en doutons pas: nous sommes même persuadés que si jamais leurs désirs se réalisaient, ils ne manqueraient pas, après ces 57 ans, de demander et de se prendre une nouvelle prolongation illimitée. Aucun parti, aucune classe n'a jamais déclaré que sa raison d'être et sa mission étaient terminées. Un individu peut se retirer de la lutte, il peut se suicider; mais les classes et les partis, eux, meurent de mort paisible ou violente, par épuisement de leur vitalité ou tués par une force supérieure: jamais ils n'abdiquent, jamais ils ne se suicident.

De toute façon, même les fascistes, du moins ceux d'entre eux qui ont un petit peu de cervelle, comprendront que leur pouvoir ne peut pas être éternel et trouveront qu'il est bien naturel qu'on pense à ce qui viendra ensuite.

Et ce qui viendra ensuite, ce sera quoi?

On affirme qu'on fera la république quand la situation actuelle aura changé. Soit. Comme par manque d'audience et de forces suffisantes nous ne pouvons pas instaurer dès maintenant la libre fédération des communautés anarchistes, la république est la seule solution pratique immédiate au problème politique, nous en convenons nous aussi.

Cette république qui devra nous gouverner et, naturellement, nous opprimer et nous exploiter, quelle espèce de république sera-t-elle?

Giuseppe Mazzini, dont les républicains approuvent et répètent les paroles, disait: «*Dire et répéter sans cesse que pour fonder la république, il faut d'abord qu'il y ait des républicains et des vertus républicaines, c'est un argument qui revient à dire que c'est aux monarchies de donner l'éducation républicaine et, en d'autres termes, que la foi dans un principe doit être apprise du principe qui lui est opposé. Les républiques sont précisément faites pour créer les républicains, par l'éducation républicaine*».

Mais cette république qui devra créer les républicains, qui la fera?

Le peuple, par le moyen du suffrage universel?

Dans son écrasante majorité, le peuple n'est pas républicain, et il ne peut pas l'être parce que, comme le dit Mazzini lui-même, il a été éduqué par la monarchie à un principe opposé. Ce qu'on pourra faire, c'est une république comme il en existe tant en Amérique et en Europe, parce qu'il n'y a pas eu de prétendants monarchistes assez forts et prestigieux et pour d'autres raisons tenant aux circonstances politiques: tout comme pour les autres républiques qui existent, ce sera une république fondée, comme les monarchies, sur les privilèges d'un petit nombre et sur la misère et l'ignorance d'un grand nombre - et non pas cette république dont rêvait Mazzini, qui devait créer les républicains et les vertus républicaines.

Et de fait, la république existe depuis des siècles en Suisse, depuis plus d'un siècle aux Amériques, depuis cinquante-cinq ans en France et nulle part nous ne voyons de peuple républicain, dans le sens élevé que Mazzini donnait à ce mot. Partout, c'est le capitalisme qui domine; il y a encore partout ces maux qu'on déplore dans les monarchies; partout le danger de la réaction et la menace d'un fascisme national sont toujours présents.

L'expérience historique des cent cinquante dernières années dément toutes les espérances placées dans le suffrage universel et dans le gouvernement populaire. La démocratie comprise comme un instrument de libération et de justice a fait faillite partout et toujours; elle n'a fait que bercer le peuple d'illusions par une apparence de souveraineté populaire mensongère, elle a trahi même la volonté de la majorité et elle a remplacé la toute-puissance des rois et des empereurs par celle d'une petite oligarchie de capitalistes et de politicards.

Pour s'émanciper, il faut être capable et digne de s'émanciper; et pour arriver à en être capables et à en être digne, il faut d'abord être émancipé. Comment sortir de ce cercle vicieux?

La monarchie plus ou moins constitutionnelle étant exclue, ainsi que le prétendu gouvernement de la majorité (démocratie), il ne reste pas d'autres types de régime politique que la dictature et l'anarchie.

Tout au fond, dans l'esprit de Mazzini, c'était peut-être la dictature (*«la dictature des meilleurs»*) qui aurait dû éduquer le peuple aux vertus républicaines et fonder la véritable république. Mais ni Mazzini, ni ceux que lui aurait jugé les meilleurs n'avaient les qualités nécessaires pour conquérir et exercer la dictature. Des hommes de foi et de haute moralité, apôtres d'une idée, retenus par les plus nobles scrupules auraient peut-être pu fonder une religion et une église, si les temps avaient été favorables; mais ils n'auraient certainement pas pu dominer un État ni résister à l'assaut d'intérêts opposés. Les dictateurs sont faits d'une tout autre étoffe, et bien moins pure!

Les exemples contemporains nous dispensent de nous étendre sur la critique du système dictatorial. Sans parler des difficultés d'ordre pratique qui le rendent impuissant à résoudre les problèmes sociaux, il est la négation de la liberté et de l'initiative et il ne peut donc pas donner cette éducation qui ne s'acquiert que par l'exercice de la liberté. C'est pourquoi nous sommes résolument adversaires de toute dictature - et nous pensons que les républicains sont d'accord avec nous sur ce point - qu'elle se présente ouvertement comme la domination d'un individu ou d'un petit nombre ou qu'elle se cache derrière le masque d'un parti ou d'une classe.

Il reste l'anarchie.

L'anarchie ne peut pas se faire immédiatement parce que la grande masse ne la comprend pas et ne la veut pas?

Certes, l'anarchie en tant que régime général appliqué partout et à toutes les fonctions de la vie sociale ne peut pas se faire demain; mais elle peut toujours se faire dans les catégories professionnelles et là où les anarchistes se trouvent assez forts pour appliquer leurs idées - à condition qu'il y ait assez de liberté.

Pas de gouvernement d'un seul individu ni d'un petit nombre, ni d'un grand nombre, pas plus que de gouvernement d'une majorité: liberté pour tous de faire ce qu'ils sont capables de faire sans léser l'égalité des autres.

Et au fond, c'est bien ainsi que le monde a progressé et que la civilisation s'est péniblement constituée: dans un esprit et avec des méthodes anarchistes essentiellement, bien qu'inconsciemment, par la libre initiative des individus et des groupements volontaires. Qu'ils soient autocratiques ou démocratiques, monarchiques ou républicains, les gouvernements ont toujours été des facteurs de conservation et de réaction; ils ont toujours été les défenseurs des privilèges établis; ils ont toujours été un obstacle au progrès. Il n'y a eu de marche en avant que quand et dans la mesure où les forces intellectuelles et matérielles ont réussi à échapper à la pression des gouvernements.

Le problème est donc de conquérir au moins le minimum de liberté indispensable à tout progrès.

Nous aurons la république en Italie, et nous contribuerons à la faire triompher en aidant à abattre l'obstacle commun qui nous barre la route, ainsi qu'aux républicains. Mais nous n'en deviendrons pas pour autant républicains. Nous mettrons à profit les circonstances pour resserrer nos rangs, pour étendre notre propagande et nous viserons toujours l'expropriation immédiate des capitalistes, condition préalable de toute véritable liberté.

**Errico MALATESTA.**